

Là encore, la bourgeoisie n'y va pas par trente-six chemins. A propos des moyens d'information par exemple, le paragraphe 3 de l'article 10 dit :

*« Le régime de propriété et de fonctionnement de ces moyens d'information ne pourront être modifiés que par une loi ».*

Maintien de la hiérarchie militaire, refus de tout organe de pouvoir populaire extra-parlementaire, garantie de la propriété privée des moyens d'information : la bourgeoisie sait mettre en évidence les frontières de son ordre social. En cédant immédiatement à toutes ces exigences, l'UP s'est précipitée dans la nasse qui lui était tendue. Exemple parmi d'autres de cette capitulation, le fait que le président Allende ait accepté le principe d'inamovibilité des fonctionnaires mis en place par la démocratie chrétienne.

Autrement dit, tout le personnel politique mis en place dans l'enseignement, les ministères, l'armée par le régime bourgeois restera en place. L'UP doit donc gouverner en s'appuyant sur un personnel qui lui est hostile et n'hésitera pas à la saboter, si ce n'est le moment venu la trahir. C'est comme si une armée acceptait de partir en campagne en assurant une immunité de droit aux espions enrôlés dans ses rangs. *L'une des premières mesures qu'aurait dû prendre au contraire un réel gouvernement ouvrier, c'est l'épuration de tous les corps administratifs.*

Très important également, le fait de laisser les moyens d'information à la disposition des fortunes privées. Ainsi la presse réactionnaire orchestra-t-elle de véritables campagnes d'intoxication. C'est elle qui a préparé et assuré l'écho de la manifestation dite des « casseroles vides », première grande manifestation de rue contre le régime en décembre 71, organisée pour protester contre la pénurie alimentaire par de prétendues ménagères qui étaient en fait les femmes des quartiers bourgeois de Santiago. C'est encore cette presse qui organise l'intimidation contre les partisans de l'UP. Par exemple, pendant la grève des commerçants en octobre dernier, le journal réactionnaire *Tribuna* publiait une liste noire des commerçants non-grévistes, donc suspects de sympathie envers le régime, pour les désigner aux exactions des bandes d'extrême-droite ! *Un véritable gouvernement ouvrier aurait au contraire nationalisé les imprimeries, papéteries, messageries, afin de mettre les moyens d'information, précédemment assujettis à la fortune, à la disposition des groupements politiques, syndicaux, culturels.*

Autre signe de faiblesse et de résignation les Peace Corps, formés aux Etats-Unis sous prétexte d'accomplir des missions sociales dans le monde, et connues pour être un canal privilégié de pénétration de la CIA, ont continué à intervenir au Chili après l'arrivée au pouvoir de l'UP.